

Revue de presse

Dimanche 30 juillet 2023

L'EXPRESSION
DZ.COM
La Presse

**Numérisation du secteur bancaire
Faïd proche du but**



L'objectif du secteur consiste à maintenir une infrastructure technique robuste. Contribuant à l'amélioration des prestations et à la prise en charge des clients, en priorité absolue, le secteur des finances s'attèle à cerner les solutions idoines pour diversifier les produits et les services en relation directe avec la clientèle. L'objectif étant de porter la numérisation du secteur à la vitesse supérieure de façon à soutenir les orientations économiques adoptées par les pouvoirs publics. À ce titre, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a exhorté lors d'une réunion tenue mardi au siège du ministère, l'ensemble des responsables des banques à «s'orienter vers les technologies les plus innovantes dans la digitalisation des prestations et produits bancaires et à veiller à maintenir une infrastructure technique robuste pour répondre aux besoins croissants du secteur financier», selon un communiqué du ministère. Il faut dire que l'importance de ces séances de travail réside dans l'établissement d'un état d'avancement de l'application des mesures et des nouveaux procédés de gestion, notamment leurs impacts sur le développement économique. Un point d'ordre qui renseigne sur la détermination de l'État à opérer des changements notables à travers la généralisation des moyens de digitalisation des services, de façon à contribuer à porter le rôle de la banque à celui d'acteur à part entière dans la relance économique. Une tâche qui s'articule autour de la position de la banque en tant que partenaire fiable autant dans le domaine des investissements et des engagements, que dans celui des prestations classiques. Autrement dit, le développement numérique des services et des modes de paiements se présente comme un premier pas vers l'émergence d'un système bancaire présent interactif dans toutes les sphères de la scène économique. Il y a lieu de convenir que le constat d'une évolution remarquable dans ce domaine est indiscutable. En un laps de temps très court, les orientations et les décisions prises dans ce domaine, commencent réellement à impacter l'économie nationale, à travers des résultats inédits. C'est dans cette optique, que le ministère a fait savoir qu'au cours de cette réunion, «des progrès significatifs ont été constatés dans ces domaines essentiels qui contribuent à renforcer le secteur bancaire et à améliorer les services de paiement proposés aux usagers. Des investissements importants ont été engagés afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle, la sécurité des données et d'offrir des services bancaires en ligne plus développés». Une évolution qui marque une nouvelle ère de gestion et de gouvernance, où l'usage des services numériques est en phase d'occuper une place prépondérante dans le fonctionnement du système bancaire,

et par conséquent dans la concrétisation de la nouvelle politique économique. Cette dernière s'appuie particulièrement sur la réforme du système bancaire et financier pour asseoir des assises susceptibles d'accompagner efficacement les actions de la transition économique. À ce titre, Laaziz Faïd a exprimé son soutien à «ces initiatives qui contribuent à promouvoir l'inclusion financière et à stimuler l'économie, «Il est nécessaire que les banques puissent se déployer plus largement au niveau national, en assurant une présence au niveau des nouveaux sites de concentrations urbaines et, également, au niveau des nouvelles wilayas».



Finance islamique

Le CPA vise la digitalisation des produits.

LA banque entend renforcer sa stratégie commerciale à travers la diversification de ses produits.

Indissociable de la réforme bancaire et financière, le développement de la finance islamique est en phase de confirmer son rôle central dans la concrétisation des actions de la relance économique. Son ancrage au sein des banques publiques s'illustre à travers des résultats incontestables, à l'image des 25 milliards de dinars drainés par le CPA en l'espace de deux ans avec un portefeuille qui compte plus de 35 000 comptes. Étant l'un des pionniers du développement de ce mode de financement qui pèse désormais de tout son poids sur le système financier, le CPA ambitionne de passer à la vitesse supérieure, à travers l'accélération de la numérisation des produits de la finance islamique. C'est dans cette optique qu'une convention de partenariat a été signée, jeudi à Alger, entre le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la société Ekiclik, spécialisée dans la transformation digitale, visant à «proposer aux clients, un processus d'acquisition en ligne et un mode de financement conforme aux préceptes de la charia islamique», indique un communiqué de la banque publique. Forte d'une assise qui lui permet aujourd'hui de faire un bond remarquable en matière de modernisation, le CPA confirme, à travers ses orientations, son engagement à jouer un rôle incontournable dans l'édification de la nouvelle ossature du système bancaire et financier. Dans ce sens, le CPA précise que «ce protocole d'accord s'inscrit dans le cadre de 'la contribution active du CPA à

la concrétisation de la stratégie des pouvoirs publics, relative de digitalisation de l'activité bancaire, levier incontournable de l'amélioration de l'inclusion financière, ainsi que du développement économique». De même importance, le passage aux produits numériques dédiés à la prise en charge des préoccupations des clients, renseigne également sur les grands changements opérés par la banque dans les modes de fonctionnement et des processus de financement. L'évolution des produits de la finance islamique sur la scène économique ont atteint des volumes qui expliquent leur développement numérique. Autrement dit, le CPA répond à un besoin de sa clientèle mais également aux besoins du développement économique du pays. À ce titre, il est clairement souligné que «cette convention de partenariat vient également renforcer la stratégie commerciale de la banque, visant la satisfaction de la clientèle par la diversification de ses produits et la simplification d'y accéder». Il va sans dire que les répercussions de ce passage en mode digital ne manqueront pas de donner un coup d'accélérateur considérable au développement des secteurs tels que l'industrie, le commerce ou l'agriculture. La diversification des modes de financements et la facilitation de leurs accès aux opérateurs économiques, à travers des espaces numériques, sont en passe de révolutionner les processus d'investissement et de création en richesse. Par ailleurs, sur le plan technique, en accédant en un seul clic au site (<https://cpa-bank.ekiclik.dz/>), le client pourra via cette plateforme sécurisée, disponible 24h/7j, sélectionner divers articles (électroménager électronique, ameublement, véhicule...), faire sa simulation puis accéder au financement en ligne, en suivant les différentes étapes décrites dans la plate-forme.



Energie

Les indicateurs positifs du marché algérien

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, mercredi depuis Pékin, que les indicateurs économiques actuels érigeaient l'Algérie en «marché important et pays stratégique» pour les investisseurs, qualifiant les relations algéro-chinoises dans le domaine de l'énergie et des mines de «privilegiées et exemplaires». «Tous les indicateurs économiques actuels érigent l'Algérie en marché important et pays stratégique pour les investisseurs», a déclaré Arkab dans une allocution prononcée lors du Forum d'affaires algéro-

chinois, relevant «la stabilité économique, l'infrastructure moderne répondant aux normes internationales et les stratégies sectorielles ambitieuses de l'Algérie, outre le coût de production concurrentiel et les ressources humaines qualifiées». L'Algérie a adopté une série de mesures visant «la réalisation des objectifs stratégiques, l'adaptation des avantages des investissements et l'amélioration du climat d'affaires pour drainer les capitaux étrangers porteurs de technologie et d'expérience», a expliqué le ministre.



Automobile

Zineb Ghout à la tête de Peugeot France.

Elle affiche un parcours professionnel sans faille au sein du Groupe automobile Renault.

Elle fait partie de ces Franco-Algériens qui ont tenté l'expérience de l'immigration inversée, du nord vers le sud. Elle, c'est Zineb Ghout, qui a choisi de travailler dans le pays de ses grands-parents dont elle a foulé le sol en 2007, dans le cadre d'une mission à l'international, en Algérie. Elle s'est construit un solide parcours professionnel au sein de la marque au Losange, en étant notamment ancienne collaboratrice de feu Stephan Galoustian à Renault Algérie. Zineb Ghout prend, désormais, les commandes de Peugeot France (Stellantis). Dès août prochain, elle prendra la direction de Peugeot France, succédant à Christophe Prevost, emporté par le turn over qui frappe le top management chez Stellantis. Pur produit du Groupe Renault, Zineb Ghout choisit donc de rejoindre Stellantis où elle rendra compte à Christophe Musy. Après Linda Jackson, c'est une nouvelle femme qui prend ainsi des responsabilités importantes chez Peugeot. Zineb Ghout affiche un parcours professionnel sans faille au sein du Groupe automobile Renault. Diplômée de l'Ecole supérieure de commerce de Toulouse, Zineb Ghout a mené une brillante carrière au sein du groupe Renault et ses filiales. Pendant vingt ans, elle a occupé des fonctions aussi bien stratégiques qu'opérationnelles en Algérie, en Espagne, au Portugal et en France. Elle venait d'être promue directrice marketing France de Renault. «Je tiens d'ores et déjà à remercier Christophe Prevost pour son implication et son travail pour soutenir les modèles et les offres de Peugeot, et pour son écoute et sa relation avec le réseau. Nous sommes aujourd'hui dans une offensive commerciale quotidienne entamée, il y a quelques semaines, pour être toujours au plus près du terrain, et l'expertise de Zineb Ghout sera un nouvel atout pour la marque», a confié aux médias français Christophe Musy, directeur de Stellantis

France. Le patron de Stellantis, Carlos Tavares qui opère depuis quelques mois des changements au sommet de la pyramide du Groupe a choisi Zineb Ghout pour remplacer Christophe Prevost. Dans un post publié sur LinkedIn, Zineb Ghout a tenu à remercier ses anciens collègues de Renault «Les mots me manquent pour vous exprimer toute ma gratitude et mon profond respect.»



Automobile

Lada assemblera des véhicules en Algérie.

Il est question de l'importation de la marque et même son assemblage en Algérie.

Ambitionnant organiser l'assemblage de voitures Lada sur le continent africain, «le premier constructeur d'automobiles en Russie AvtoVAZ compte, notamment le faire en Algérie», a fait savoir à Sputnik son dirigeant en marge du Sommet Russie-Afrique, tenu à Saint-Pétersbourg du 27 au 28 juillet dernier. En effet, dans une interview accordée à Sputnik, le dirigeant de l' AvtoVAZ, Maxim, Sokolov a fait état «des négociations concernant l'exportation de voitures vers l'Afrique et même leur assemblage en Algérie». Outre les pays nord-africains, les exportations se feront, selon le même responsable, vers l'Éthiopie, le Ghana, le Nigeria, l'Égypte. Ce dernier pays est considéré comme «un centre industriel et logistique d'approvisionnement pour de futures livraisons et, dans le bon sens du terme, d'expansion pour d'autres pays du continent africain». Par voie de conséquence, le constructeur a évoqué «des contacts en ce sens avec l'entreprise égyptienne Al Amal».

«Nous envisageons également un projet similaire pour l'assemblage de nos voitures en partenariat avec un certain nombre d'autres pays africains. Si l'on parle de l'Afrique du Nord, alors c'est une première avec l'Algérie», est-il encore précisé, de même source. Et d'ajouter, «néanmoins, nous disposons d'une certaine expérience: certaines années, nous avons exporté jusqu'à 300000 voitures par an. Cela est pratiquement comparable aux volumes de production actuels d'AvtoVAZ». Interrogé au sujet du constructeur français Renault, ancien actionnaire d'AvtoVAZ, Maxim Sokolov a révélé que cette entreprise française, «n'était pas intéressée à élargir les exportations de Lada sur le marché africain: elle visait, en premier lieu, à y livrer ses propres modèles, alors que les voitures russes partaient vers les marchés de la CEI et des pays voisins». Par ailleurs, la Chine est un autre pays qui pourrait rassembler les véhicules électriques en Algérie. Dans ce sens, le ministre du Commerce, Tayeb Zitouni, qui avait accompagné le chef de l'État en Chine, a fait savoir que «la Chine a donné son accord pour ouvrir, en Algérie, une usine d'assemblage de véhicules électriques». Rappelons que lors de cette visite, le chef de l'État a visité

l'entreprise BYD, spécialisée dans la production de véhicules électriques, située au sud de la Chine. Il a également déclaré que «l'Algérie offre toutes les facilités et accorde de nombreux avantages aux investisseurs étrangers, y compris aux fabricants automobiles...».

«L'Algérie est qualifiée pour être un pôle de construction automobile, compte tenu de sa position stratégique en Afrique et sa proximité de l'Europe», a-t-il indiqué.

Pour rappel, l'Algérie présente un déficit de près d'un million de véhicules en raison de l'arrêt des importations et de montage de véhicules depuis 2019. Fiat Algérie, une marque du groupe Stellantis envisage d'importer 70000 véhicules d'ici la fin de l'année. Les deux autres concessionnaires agréés, HIC pour la marque Allemande Opel et Emin Auto pour la marque chinoise JAC, n'ont pas encore entamé les opérations d'importation des véhicules neufs. Enfin, l'ambassadeur d'Algérie en Italie a annoncé, début juin dernier, que «la première voiture de marque italienne sera produite à l'usine Fiat d'Oran, en mars 2024».



Pour faire baisser les prix des viandes Des importations dès septembre

Pour ramener le marché à ses niveaux d'avant cette folle inflation, «il faut agir de manière Le ministère de l'Agriculture a récemment autorisé l'importation de bovins à l'effet d'engraissement pour l'abattage, ainsi que de la viande pour la consommation, à partir du 1er septembre prochain. Cette décision qui répond à une situation de tension sur le marché national de la viande est diversement appréciée par les professionnels de la filière en Algérie. Ainsi, outre que ces importations n'apportent aucune plus-value en terme d'intégration du process de production, censé agir positivement sur la filière, cette manière de faire dans le «goutte-à-goutte» n'aura aucun effet sur les prix à la consommation, avertissent certains acteurs de la filière viande en Algérie. Le président de la Fédération nationale des importateurs de viandes, Sofiane Bahbou, retient justement une carence significative dans la communication de la décision ministérielle. Même si sur le fondement, «nous saluons le principe du retour des importations, principalement en raison des tensions qui font grimper le prix de la viande à des niveaux inédits», il reste, selon Sofiane Bahbou que d'ici au 1er septembre, la mercuriale ne cessera de grimper. «Au jour d'aujourd'hui, la viande ovine est cédée à 2800 dinars le kilo chez le boucher. Le faux filet coûte 2900 dinars, le filet 3900 dinars. Cela pour souligner l'ampleur

de l'inflation», note Sofiane Bahbou qui trouve aussi que sur la forme, les professionnels regrettent le fait que cette décision n'ait pas été prise après consultation de tous les acteurs de la filière. «Maintenant si on cherche, à travers cette décision, à casser les prix, il aurait été préférable que ces importations englobent aussi la viande en carcasse et la viande en sous-vide en carton». Pour ramener le marché à ses niveaux d'avant cette folle inflation, «il faut agir de manière massive», argumente le président de la Fédération nationale des importateurs de viande. En d'autres termes, «diversifier les sources d'approvisionnement, mais agir aussi sur toutes les catégories de viandes qui devront se retrouver sur les étals des bouchers», propose Sofiane Bahbou qui estime que le seul moyen de casser les prix consiste en la hausse de l'offre qui «doit être d'entrée massive et disponible à travers les 59 wilayas du pays», insiste-t-il.

Sortie de cette logique commerciale universelle, «nous risquons de nous retrouver dans le scénario du Ramadhan où les importations de viandes opérées par Alviar n'ont eu aucun effet sur les prix», argumente notre interlocuteur. Rappelons, à ce propos qu'à l'exception du millier de points de vente d'Alviar, «les prix n'avaient pas cessé de grimper durant le mois sacré», note Sofiane Bahbou qui fait un constat peu reluisant de la situation de la filière à un mois du retour des importations annoncées par le ministre de l'Agriculture. «Pour l'heure, les ménages algériens consomment la viande de l'Aïd El Adha qu'ils ont congelée. Mais les réserves s'épuisent. La demande va donc reprendre et je doute que le marché de la viande ovine, dans sa configuration actuelle, puisse absorber cette nouvelle demande sans effets sur les prix. Nous allons vers un autre état inflationniste». Sofiane Bahbou fait le même constat pour la viande bovine, dont les prix de gros sont hors de portée d'une bourse moyenne. L'importation s'avère donc une solution incontournable à court terme. Le président de la Fédération nationale des importateurs de viande s'interroge sur la nature des cahiers des charges. «Il faut absolument diversifier les partenaires à l'échelle de la planète. Et j'insiste sur la multiplication des catégories de viandes importées et l'ouverture aux opérateurs privés. Ce sont des conditions sine qua non pour espérer agir sérieusement sur l'offre et la demande», conclut Sofiane Bahbou.massive».

Le pétrole clôt la semaine à plus de 83 dollars

Le baril cale

Stoppé dans son élan après quatre séances consécutives de hausse, le Brent de la mer du Nord se rétractait, hier, à 15h00 de 50 cents à 83, 74 dollars.

Laborieux. C'est le moins que l'on puisse dire. Les cours du pétrole qui respiraient la santé au point d'atteindre leur plus haut niveau en trois mois jeudi, ont accusé un coup de pompe hier. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence du pétrole algérien, pour livraison en septembre s'échangeait à 15h00, heure algérienne autour des 83,74 dollars enregistrant ainsi une baisse de 50 cents. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate cédait pour sa part 39 cents à 79,68 dollars. Les cours du pétrole reprenaient leur souffle, des prises de bénéfices intervenant après une semaine de franche hausse des prix, poussés par les tensions sur l'offre et des indicateurs économiques favorables aux Etats-Unis. La veille, les deux références mondiales du brut avaient touché leur plus haut prix en trois mois. «Les réductions de l'offre annoncées par l'Arabie saoudite, ainsi que les exportations réduites de la Russie, ont eu l'effet escompté, à savoir une hausse des prix de référence», commente Han Tan, analyste chez Exinity. Il faut rappeler en effet que le royaume wahhabite, poids lourd du marché de l'or noir, avait annoncé le 3 juillet qu'elle prolongeait la réduction de sa production de pétrole d'un million de barils par jour, pour soutenir le prix du baril. Une réduction qui se poursuivra en août et qui peut être prolongée au-delà de cette période. L'autre poids lourd de l'Opep+, la Russie, a décidé, de son côté, le même jour, de réduire ses exportations de pétrole brut de 500 000 barils par jour au mois d'août. Un autre facteur a influencé la hausse des cours de l'or noir: les marchés mondiaux ont été en effet soulagés par les réunions de politiques monétaires de la Réserve fédérale et de la Banque centrale européenne (BCE), qui ont chacune relevé leurs taux directeurs de 25 points de base, tout en adoptant un ton prudent sur l'éventuelle poursuite de la hausse des taux. Les cours du brut ont aussi bénéficié des «paris selon lesquels la Fed a presque terminé le cycle actuel de hausse des taux, ainsi que des chances croissantes d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine», a confirmé l'analyste de Exinity. La Réserve fédérale américaine a en effet relevé son principal taux directeur d'un quart de point de pourcentage, mais les responsables de l'institution n'ont pas indiqué s'ils pensaient les remonter encore dans les mois à venir. Si les économistes restent encore divisés, la première économie mondiale

pourrait échapper à la récession cette année. Si la récente hausse des prix semble avoir entraîné un repli technique, les cours pourraient repartir en hausse début août, le marché attendant l'annonce d'une éventuelle prolongation des réductions de production de l'Arabie saoudite, indique-t-on. «Si c'est le cas, le marché pétrolier serait encore plus sous-approvisionné au troisième trimestre, ce qui donnerait un nouveau coup de pouce aux prix du pétrole», souligne Carsten Fritsch, du second groupe bancaire allemand Commerzbank. Les réserves commerciales de pétrole brut aux États-Unis ont de leur côté contribué à briser l'élan du baril. Elles ont moins diminué la semaine dernière que ne le prévoyait le marché, selon des données publiées mercredi par l'Agence américaine d'informations sur l'énergie (EIA). Durant la semaine achevée le 21 juillet, ces stocks se sont contractés de 600 000 barils, alors que les analystes prévoyaient une réduction de 2,2 millions de barils, selon un consensus établi par l'agence Bloomberg. La sanction a été immédiate. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence du pétrole algérien, pour livraison en septembre a cédé 0,86% à 82,92 dollars tandis que son équivalent américain, le West Texas Intermediate lâchait pour sa part 1,06% à 78,78 dollars. Une lueur d'espoir laisse cependant entrevoir que le baril peut rebondir. Le marché pourrait, en effet, être boosté par le relèvement de l'estimation de croissance 2023 du Fonds monétaire international (FMI), à 3,% contre les 2,8% annoncés. «Cela confirme ce que nous avons vu dans les chiffres des stocks de brut, qui baissent, à savoir que la demande reste plus ferme que ce que les gens ne pensent, que ce soit aux États-Unis, en Chine ou en Inde», a indiqué Flynn, de Price Futures Group. Un potentiel sérieux coup de fouet pour le baril...



Finance islamique: signature d'une convention de partenariat entre le CPA et la société EKICLIK.

Une convention de partenariat a été signée, jeudi à Alger, entre le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la société EKICLIK, spécialisée dans la transformation digitale, visant à proposer aux clients, un processus d'acquisition en ligne et un mode de financement conforme aux préceptes de la Charia islamique, indique un communiqué de la banque publique.

Paraphé, du côté du CPA par le chef de division finance islamique, Sofiane Mazari, et le directeur général de la société EKICLIK (Sarl membre du groupe WISSAL), Abdelkader Benghaffor, ce protocole d'accord s'inscrit dans le cadre de "la contribution active du CPA à la concrétisation de la stratégie des pouvoirs publics relative de digitalisation de l'activité bancaire, levier incontournable de l'amélioration de l'inclusion financière, ainsi que du développement économique", précise la même source.

Cette convention de partenariat vient également "renforcer la stratégie commerciale de la Banque visant la satisfaction de la clientèle par la diversification de ses produits et la simplification d'y accéder, à travers un processus d'acquisition en ligne et un mode de financement conforme aux préceptes de la charia islamique", est-il souligné.

Dans le même ordre d'idée, le CPA détaille que ce partenariat vise l'automatisation des processus d'octroi de financements islamiques sous forme de "Mourabaha à la consommation" permettant ainsi "de réduire les délais de traitement et offrir une qualité de service à la mesure des attentes de la clientèle".

Ainsi, en accédant en un seul clic au site (<https://cpa-bank.ekiclik.dz/>), le client pourra via cette plateforme sécurisée, disponible 24h/7j, sélectionner divers articles (électroménager électronique, ameublement, véhicule...), faire sa simulation puis accéder au financement en ligne en suivant les différentes étapes décrites dans la plateforme.

La même source assure, par ailleurs, qu'en s'inscrivant dans cette dynamique, le CPA pose "un jalon supplémentaire" dans sa démarche de modernisation, affirmant que celle-ci est "déjà consacrée concrètement à travers l'ouverture de 16 espaces de services digitaux en date du 5 juillet 2023, portant ainsi le nombre global de ces espaces à 20".

"Cette dynamique confirme également l'ambition et la détermination du Crédit populaire d'Algérie à assurer à sa clientèle des prestations adaptées à leurs besoins, ainsi qu'une volonté certaine à oeuvrer de manière permanente à améliorer l'existant", conclut le communiqué.

DIGITALISATION DES PRESTATIONS ET PRODUITS FINANCIERS : Laaziz Faïd met la pression sur les banques.



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a exhorté l'ensemble des responsables des banques à s'orienter vers les technologies les plus innovantes dans la digitalisation des prestations et produits bancaires.

Lors d'une réunion « de haut niveau », tenue entre Faïd et les directeurs généraux (DG) des banques publiques, ces derniers ont exposé les efforts déployés par leurs banques respectives pour moderniser et renforcer leurs systèmes d'information. « Des investissements importants ont été engagés afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle, la sécurité des données et d'offrir des services bancaires en ligne plus développés », souligne un communiqué du ministère. À ce sujet, Faïd « a exhorté l'ensemble de la place à redoubler d'efforts pour s'orienter vers les technologies les plus innovantes en matière de digitalisation des prestations et produits bancaires et à veiller à maintenir une infrastructure technique robuste pour répondre aux besoins croissants du secteur financier », a fait savoir le communiqué. La réunion a, également, été l'occasion, d'aborder les initiatives visant à diversifier les moyens de paiement électronique disponibles pour les clients. Les responsables des banques et des

organismes interbancaires concernés « ont présenté des projets novateurs, tels que le développement de solutions de paiement mobile et l'intégration de nouvelles technologies de paiement, permettant, ainsi, de faciliter les transactions financières et de réduire la part des paiements en espèces », explique le document. Faid a exprimé dans ce cadre « son soutien à ces initiatives qui contribuent à promouvoir l'inclusion financière et à stimuler l'économie », ajoutant, dans le même contexte, qu' « il est nécessaire que les banques puissent se déployer plus largement au niveau national, en assurant une présence au niveau des nouveaux sites de concentrations urbaines et, également, au niveau des nouvelles wilayas ». Concernant l'amélioration de la qualité des services bancaires, les premiers responsables des banques publiques ont réitéré leur engagement à offrir un service clientèle « de premier ordre », selon le communiqué. Ils ont présenté, chacun en ce qu'il le concerne, les mesures prises pour améliorer, l'accueil, le suivi et la prise en charge des requêtes des clients, en mettant en place des mécanismes « efficaces » pour le traitement et la résolution des problèmes. À cet égard, Faid a souligné l' « importance d'une communication transparente avec les clients et d'une prise charge rapide et satisfaisante de leur requêtes », précise le ministère dans son document.



Finance islamique: signature d'une convention de partenariat entre le CPA et la société EKICLIK

Une convention de partenariat a été signée, jeudi à Alger, entre le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la société EKICLIK, spécialisée dans la transformation digitale, visant à proposer aux clients, un processus d'acquisition en ligne et un mode de financement conforme aux préceptes de la Charia islamique, indique un communiqué de la banque publique.

Paraphé, du côté du CPA par le chef de division finance islamique, Sofiane Mazari, et le directeur général de la société EKICLIK (Sarl membre du groupe WISSAL), Abdelkader Benghaffor, ce protocole d'accord s'inscrit dans le cadre de "la contribution active du CPA à la concrétisation de la stratégie des pouvoirs publics relative de digitalisation de l'activité bancaire, levier incontournable de l'amélioration de l'inclusion financière, ainsi que du développement économique", précise la même source.

Cette convention de partenariat vient également "renforcer la stratégie commerciale de la Banque visant la satisfaction de la clientèle par la diversification de ses produits et la simplification d'y accéder, à travers un processus d'acquisition en ligne et un mode de financement conforme aux préceptes de la charia islamique", est-il souligné.

Dans le même ordre d'idée, le CPA détaille que ce partenariat vise l'automatisation des processus d'octroi de financements islamiques sous forme de "Mourabaha à la consommation" permettant ainsi "de réduire les délais de traitement et offrir une qualité de service à la mesure des attentes de la clientèle".

Ainsi, en accédant en un seul clic au site (<https://cpa-bank.ekiclik.dz/>), le client pourra via cette plateforme sécurisée, disponible 24h/7j, sélectionner divers articles (électroménager électronique, ameublement, véhicule...), faire sa simulation puis accéder au financement en ligne en suivant les différentes étapes décrites dans la plateforme.

La même source assure, par ailleurs, qu'en s'inscrivant dans cette dynamique, le CPA pose "un jalon supplémentaire" dans sa démarche de modernisation, affirmant que celle-ci est "déjà consacrée concrètement à travers l'ouverture de 16 espaces de services digitaux en date du 5 juillet 2023, portant ainsi le nombre global de ces espaces à 20".

"Cette dynamique confirme également l'ambition et la détermination du Crédit populaire d'Algérie à assurer à sa clientèle des prestations adaptées à leurs besoins, ainsi qu'une volonté certaine à oeuvrer de manière permanente à améliorer l'existant", conclut le communiqué.



Sommet Russie-Afrique à Saint-Pétersbourg: les produits algériens suscitent l'intérêt des Russes et des Africains.

Le stand algérien au niveau de l'Exposition internationale russo-africaine à Saint-Pétersbourg, organisée à l'occasion du 2e Sommet Russie-Afrique et de son Forum économique et humanitaire, suscite un grand intérêt auprès des opérateurs économiques russes et africains, qui ont affiché leur volonté d'établir

des partenariats commerciaux avec leurs homologues algériens dans différents secteurs.

Le stand algérien, supervisé par la société "Tasdir", filiale de la Société algérienne des foires et exportations (Safex), constitue une opportunité et une plateforme idéale pour la promotion d'une large gamme de produits locaux, notamment agroalimentaires, agricoles et manufacturés, sur des marchés prometteurs en Russie et en Afrique.

Plusieurs autres pays africains sont présents à cette exposition avec des entreprises activant dans divers secteurs.

Les entreprises russes exposent, elles aussi, leurs produits et services, notamment dans les domaines des industries mécaniques, de l'aviation, des équipements militaires, de l'énergie, des technologies numériques et de l'aérospatial.

Cette exposition s'inscrit dans le cadre du Sommet Russie-Afrique et de son Forum économique et humanitaire, qui enregistre la participation de pas moins de 3.000 délégués venus d'une soixantaine de pays pour examiner l'état et les perspectives des relations entre les deux parties, notamment dans les domaines politique, économique, humanitaire, médiatique et technologique.

Hafida Mokdad, responsable de la communication à la Safex, a affirmé que le stand algérien visait à renforcer les relations algéro-russes et à élargir les domaines de coopération bilatérale, mettant en avant le rôle de la société "Tasdir" dans la promotion du produit algérien à travers l'organisation de la participation aux expositions économiques à l'étranger pour "faire connaître le produit algérien aux quatre coins du monde".

A cet égard, elle a mis en exergue la nouvelle orientation de l'Algérie au cours des dernières années, visant à encourager les exportations des produits algériens hors hydrocarbures, notamment vers le continent africain et de nouveaux marchés, à l'instar de la Russie.

La responsable s'est félicitée de la grande affluence des opérateurs russes enregistrée, le premier jour, au niveau du stand algérien et de leur grand intérêt pour la qualité des produits algériens, notamment agroalimentaires et agricoles.

Outre son caractère économique et commercial, le stand algérien est également l'occasion de promouvoir la destination Algérie, d'autant que cette exposition s'inscrit dans le cadre d'un événement faisant l'objet d'une large couverture médiatique internationale, a-t-elle estimé.

Le stand algérien comprend des entreprises nationales de différents secteurs, venues présenter leurs produits, mais aussi les services qu'elles comptent exporter.

Dans ce cadre, l'Entreprise nationale d'agréege et de contrôle technique (ENACT), spécialisée dans le contrôle de la qualité des produits et équipements industriels, participe à cette manifestation en vue d'"établir des partenariats internationaux les mois et années à venir" à travers la Russie, qui représente un "grand marché prometteur", a déclaré le directeur commercial de l'ENACT, Adlane Derradji.

L'entreprise, filiale du groupe industriel Agro logistique "AGROLOG", est certifiée ISO 17020 et ISO 9001, ce que lui permet d'exporter ses différents services vers tous les pays du monde, a fait savoir le responsable, relevant que l'ENACT exportait déjà ses services techniques vers plusieurs pays européens, notamment dans le domaine du contrôle des produits alimentaires.

De son côté, Ikram Boughanem, responsable marketing chez Expensimed, une entreprise spécialisée dans les solutions médicalisées, notamment pour la diabétologie, a affirmé que la participation à cet événement économique international destiné aux professionnels permettait d'explorer les marchés internationaux, notamment en Afrique et en Russie.

Elle a indiqué avoir eu, dans ce cadre, des entretiens avec plusieurs opérateurs économiques russes et africains présents à l'événement, rappelant les avantages économiques et les possibilités d'affaires qu'offre l'Algérie ces dernières années à la faveur de l'amélioration du cadre législatif régissant l'investissement.

Des représentants de 49 pays africains, dont 17 chefs d'Etat du continent, participent au Sommet Russie-Afrique pour promouvoir le partenariat, notamment dans les domaines politique, économique, scientifique, technologique, culturel et humanitaire.

Le Sommet, placé sous le thème "Pour la paix, la sécurité et le développement", sera sanctionné par l'adoption de nombre de documents de coopération et du Plan d'action du Forum de partenariat Russie-Afrique 2023-2026.

Les indicateurs économiques positifs de l'Algérie font d'elle le portail de l'Afrique au titre du partenariat afro-russe.

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, vendredi soir à Saint-Pétersbourg, que les indicateurs positifs de croissance réalisés par l'Algérie ces dernières années, font d'elle le portail de l'Afrique au titre du partenariat stratégique entre l'Afrique et la Russie.

Dans une déclaration à la presse, en marge de sa participation en tant que représentant du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux du 2e Sommet "Russie-Afrique" et à son Forum économique et humanitaire, M. Aïmene Benabderrahmane a indiqué que "la visite du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en Russie, en juin dernier, a permis la signature de la Déclaration de partenariat algéro-russe approfondi et a donné un grand élan aux relations bilatérales, ce qui érige l'Algérie en portail pour accéder à l'Afrique".

"Nous travaillons sur cette approche mise en place par le Président Abdelmadjid Tebboune et son homologue russe, en vue d'aller de l'avant vers la consécration du partenariat approfondi, ce qui donnera un grand élan aux relations bilatérales, sachant que l'Algérie est le 2e partenaire commercial de la Russie en Afrique", a-t-il ajouté.

Parmi les indicateurs économiques enregistrés par l'Algérie, le Premier ministre a cité l'augmentation du revenu individuel à 4.800 dollars, avec un Produit Intérieur Brut (PIB) de l'ordre de 255 milliards de dollars et un taux de croissance record qui pourrait atteindre plus de 5% en 2023, en l'absence de dette extérieure.

Il a ajouté que cela avait été concrétisé grâce à la dynamique économique que connaît l'Algérie, dans le contexte des mesures prises par l'Etat et du rôle de la nouvelle loi sur l'investissement qui a permis d'adopter des projets dont la valeur dépasse les 7,2 milliards USD, ce qui permettrait de créer 50.000 postes d'emploi.

Par ailleurs, le Premier ministre a visité le stand de l'Algérie dans le cadre de l'exposition internationale organisée à l'occasion du Sommet "Afrique-Russie" et de son Forum économique et humanitaire.

Lors de ses échanges avec les opérateurs économiques participants, M. Benabderrahmane a souligné l'importance de l'investissement dans divers secteurs, en tirant profit des potentialités offertes par l'économie nationale, notamment dans le domaine des services.

A ce propos, il a mis en exergue les grandes potentialités que recèle l'Algérie, en particulier dans le tourisme et les technologies numériques, pour la création de la richesse et d'emplois.

Le Premier ministre a, en outre, affirmé que les pouvoirs publics avaient garanti toutes les facilitations, et pris une série de mesures incitatives au profit des entreprises exportatrices, ajoutant que le Conseil supérieur des exportateurs sera "prochainement" créé pour prendre en charge les préoccupations des opérateurs en matière d'exportation.



Algérie-Azerbaïdjan: les opportunités d'investissement passées en revue.

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a tenu, jeudi, une réunion en visioconférence avec le ministre azerbaïdjanais de l'Energie, Parviz Shahbazov avec lequel il a passé en revue les opportunités d'investissement entre les entreprises des deux pays, notamment dans le secteur des hydrocarbures, a indiqué un communiqué du ministère.

Les entretiens, qui se sont déroulés en présence des cadres du ministère, ont porté sur les opportunités de développement des relations de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, qualifiées d'"excellentes", a précisé le communiqué.

Dans ce cadre, les deux parties ont évoqué la teneur du mémorandum d'entente signé en novembre 2022 en Algérie suite à la visite du président azerbaïdjanais.

Les deux ministres ont également évoqué les opportunités d'investissement entre les entreprises des deux pays au niveau de toutes les chaînes de valeur du secteur des hydrocarbures, ainsi que les voies et moyens d'intensifier la coopération et l'échange d'expertises entre Sonatrach et la Compagnie nationale pétrolière et gazière d'Azerbaïdjan "Socar".

Les discussions ont permis de déterminer les opportunités "importantes" de coopération et d'investissement dans le domaine des hydrocarbures et de

l'industrie pétrolière et gazière, notamment l'intensification des échanges entre les entreprises des deux pays en matière de développement de l'industrie du gaz naturel, ainsi que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, et la coopération écologique dans ces domaines.

Après avoir évoqué l'état des marchés du gaz et l'évolution du marché du pétrole, "les deux parties se sont félicitées du processus de dialogue permanent entre les pays de l'Opec et les pays non membres de l'organisation pour la stabilité des marchés à moyen terme, et de consultations entre les deux pays dans le cadre du Forum des pays exportateurs de gaz, a conclu le communiqué.



Signature d'une convention dans la finance islamique : Partenariat entre le CPA et la société EKICLIK.

Une convention de partenariat a été signée, jeudi à Alger, entre le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la société EKICLIK, spécialisée dans la transformation digitale, visant à proposer aux clients, un processus d'acquisition en ligne et un mode de financement conforme aux préceptes de la Charia islamique, indique un communiqué de la banque publique. Paraphé, du côté du CPA par le chef de division finance islamique, Sofiane Mazari, et le directeur général de la société EKICLIK (Sarl membre du groupe WISSAL), Abdelkader Benghaffor, ce protocole d'accord s'inscrit dans le cadre de «la contribution active du CPA à la concrétisation de la stratégie des pouvoirs publics relative de digitalisation de l'activité bancaire, levier incontournable de l'amélioration de l'inclusion financière, ainsi que du développement économique», précise la même source. Cette convention de partenariat vient également «renforcer la stratégie commerciale de la Banque visant la satisfaction de la clientèle par la diversification de ses produits et la simplification d'y accéder, à travers un processus d'acquisition en ligne et un mode de financement conforme aux préceptes de la charia islamique», est-il souligné. Dans le même ordre d'idée, le CPA détaille que ce partenariat vise l'automatisation des processus d'octroi de financements islamiques sous forme de «Mourabaha à la consommation» permettant ainsi «de réduire les délais de traitement et offrir une qualité de service à la mesure des attentes de la clientèle». Ainsi, en accédant en un seul clic au site (<https://cpa-bank.ekiclik.dz/>), le client pourra via cette plateforme

sécurisée, disponible 24h/7j, sélectionner divers articles (électroménager électronique, ameublement, véhicule...), faire sa simulation puis accéder au financement en ligne en suivant les différentes étapes décrites dans la plateforme. La même source assure, par ailleurs, qu'en s'inscrivant dans cette dynamique, le CPA pose «un jalon supplémentaire» dans sa démarche de modernisation, affirmant que celle-ci est «déjà consacrée concrètement à travers l'ouverture de 16 espaces de services digitaux en date du 5 juillet 2023, portant ainsi le nombre global de ces espaces à 20.» «Cette dynamique confirme également l'ambition et la détermination du Crédit populaire d'Algérie à assurer à sa clientèle des prestations adaptées à leurs besoins, ainsi qu'une volonté certaine à œuvrer de manière permanente à améliorer l'existant», conclut le communiqué.



Sommet Russie-Afrique: Le Président Tebboune appelle à un partenariat mutuellement bénéfique.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé avant-hier, lors des travaux du Sommet Russie-Afrique, que l'Algérie aspirait à un partenariat afro-russe fort et mutuellement bénéfique, à même de permettre l'émergence d'un ordre mondial juste, mettant en avant les efforts importants de l'Algérie visant à soutenir le développement en Afrique, notamment en limitant l'endettement et en développant les infrastructures dans plusieurs pays du continent.

Dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, lors d'une séance ayant regroupé des chefs d'Etat et de gouvernement, présidée par le président russe, Vladimir Poutine, le Président Tebboune a indiqué que l'Algérie aspirait à un «partenariat afro-russe fort et mutuellement bénéfique, à même de permettre la réalisation des aspirations et attentes de nos peuples à davantage de progrès et de développement, et l'émergence d'un ordre mondial juste, basé sur le respect des principes du droit international et du multilatéralisme». «Il est impératif d'aider l'Afrique, en premier lieu, à surmonter la crise d'endettement et faciliter l'accès aux crédits de financement, au moins avec les mêmes conditions imposées à d'autres pays», a-t-il ajouté. Il a appelé, dans ce cadre, à «revoir l'approche suivie actuellement en matière de résolution de la crise d'endettement, de manière à permettre aux pays

africains de surmonter ce frein majeur à l'accès aux nouveaux processus de financement». Evoquant les défis auxquels fait face le continent, le chef de l'Etat a souligné qu'un 1 enfant sur 5 en Afrique souffrait de l'absence de chances de scolarisation, et que plus de 600 millions d'Africains vivaient sans électricité ni accès à l'eau potable, à l'exception de 25 % des populations du continent, outre le déficit de près de 100 milliards USD chaque année dans le financement des projets d'infrastructures, exacerbé par un endettement estimé à 1 000 milliards de dollars en 2022.

Réforme du Conseil de sécurité pour mettre fin à la marginalisation

Dans ce cadre, le Président Tebboune a salué les efforts algériens qui ont permis d'«effacer les dettes de 14 Etats africains et le travail en faveur du rééchelonnement des dettes d'autres Etats», rappelant le budget alloué par l'Etat algérien, via l'Agence nationale de développement de la coopération internationale pour la solidarité et le développement et estimé à 1 milliard USD, aux projets de développement dans les Etats africains, d'autant qu'il a déjà été procédé à l'entame du financement de projets au Niger et au Mali. L'Algérie œuvre également, dans la même démarche de développement continental, précise le président de la République dans son allocution, à la concrétisation de projets pour les Etats voisins, à l'instar de la route de l'Unité africaine reliant le Mali, le Niger, la Tunisie, le Tchad, sur 10 000 km linéaires, ainsi que la route Tindouf (Algérie)-Zouerate (Mauritanie) sur une distance de 800 km. Après avoir affirmé que la coopération afro-russe «a franchi de grands pas depuis la solidarité de la Russie par le passé avec les pays africains dans leur lutte contre le colonialisme, jusqu'à la volonté commune affichée aujourd'hui, en vue d'édifier un partenariat politique et économique fructueux», Tebboune a précisé que les Africains attendent de la Russie une contribution aux efforts de développement dans le continent. Pour le chef de l'Etat, le développement du partenariat afro-russe doit prendre en considération les ambitions économiques de l'Afrique, l'élargissement de la coopération afro-russe, la concrétisation de manière effective des aspects économiques selon un calendrier bien défini, la garantie d'une participation forte de l'Union africaine (UA) à cette opération, la préservation des règles de base régissant la communauté internationale et la consolidation du multilatéralisme. Il a mis en avant l'importance de réformer le Conseil de sécurité onusien pour mettre fin à la «marginalisation de l'Afrique» en matière de prise de décisions internationales, soutenir l'Afrique dans ses démarches pour atténuer l'impact de l'endettement et bénéficier d'un financement équitable et durable pour les programmes de développement.

Le caractère stratégique des relations algéro-russes mis en avant

A cet égard, le président de la République a souligné que l'Algérie misait, dans ses démarches de développement, sur les relations de coopération avec ses partenaires étrangers, dont la Russie, «partenaire stratégique», l'Algérie étant le

deuxième plus grand partenaire commercial de la Russie dans le continent africain. En outre, il a salué les différents partenariats bilatéraux algéro-russes dans les domaines industriel, agricole, scientifique et technique, en sus de la concertation et des échanges de vues au niveau du Forum des pays exportateurs de gaz et de l'Opep+ sur les moyens de stabiliser les prix de l'énergie sur les marchés internationaux. Le Président Tebboune a ajouté que la visite d'Etat, historique et réussie, qu'il avait effectuée le mois dernier en Russie «est la plus grande preuve de notre volonté commune de hisser ces relations stratégiques aux plus hauts niveaux». Il a souligné, par ailleurs, que l'Algérie, après avoir parachevé de grands projets de réforme, œuvre aujourd'hui à construire une économie diversifiée et moderne, apte à survivre à tous les défis, notamment en matière de sécurité énergétique, alimentaire et sanitaire. L'Algérie connaît, «grâce au programme présidentiel, un développement global qui a fait d'elle une destination d'investissement prometteuse, à la faveur du bon climat des affaires, encourageant pour les investissements nationaux et étrangers», ce qui a permis d'augmenter le Produit intérieur brut (PIB) à 225 milliards de dollars et le revenu individuel à plus de 4 800 dollars, a-t-il poursuivi. L'objectif, aujourd'hui, est de dépasser un taux de croissance de 5 % à la fin 2023 avec une absence totale de dette extérieure, a-t-il souligné.

Benabderrahmane : «Les indicateurs économiques positifs de l'Algérie font d'elle le portail de l'Afrique»

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, vendredi soir à Saint-Pétersbourg, que les indicateurs positifs de croissance réalisés par l'Algérie ces dernières années, font d'elle le portail de l'Afrique au titre du partenariat stratégique entre l'Afrique et la Russie. Dans une déclaration à la presse, en marge de sa participation aux travaux du 2e Sommet «Russie-Afrique» et à son Forum économique et humanitaire, il a indiqué que «la visite du président de la République en Russie en juin dernier, a permis la signature de la Déclaration de partenariat algéro-russe approfondi et a donné un grand élan aux relations bilatérales, ce qui érige l'Algérie en portail pour accéder à l'Afrique». «Nous travaillons sur cette approche mise en place par le Président Abdelmadjid Tebboune et son homologue russe, en vue d'aller de l'avant vers la consécration du partenariat approfondi, ce qui donnera un grand élan aux relations bilatérales, sachant que l'Algérie est le 2e partenaire commercial de la Russie en Afrique», a-t-il ajouté. Parmi les indicateurs économiques enregistrés par l'Algérie, le Premier ministre a cité l'augmentation du revenu individuel à 4 800 dollars, avec un Produit Intérieur Brut (PIB) de l'ordre de 255 milliards de dollars et un taux de croissance record qui pourrait atteindre plus de 5 % en 2023, en l'absence de dette extérieure. Il a ajouté que cela avait été concrétisé grâce à la dynamique économique que connaît l'Algérie, dans le contexte des mesures prises par l'Etat et du rôle de la nouvelle loi sur l'investissement qui a permis d'adopter des projets dont la valeur dépasse les 7,2 milliards USD, ce qui

permettrait de créer 50 000 postes d'emploi. Par ailleurs, le Premier ministre a visité le stand de l'Algérie dans le cadre de l'exposition internationale organisée à l'occasion du Sommet «Afrique-Russie» et de son Forum économique et humanitaire.

Pour un «ordre mondial multipolaire plus juste»

La Russie et les pays africains se sont engagés à l'issue du Sommet de Saint-Petersbourg à promouvoir «un ordre mondial multipolaire» et une coopération économique «accrue». La déclaration commune adoptée à l'issue de ce sommet auquel ont participé des représentants de 49 pays africains, dont 17 chefs d'Etat du continent, appelle à «créer un ordre mondial multipolaire plus juste, équilibré et durable, s'opposant fermement à toute forme de confrontation internationale sur le continent africain», selon le texte publié sur le site du Kremlin. Le texte ajoute que les pays africains et la Russie ont convenu d'une «coopération accrue dans les domaines de l'approvisionnement alimentaire, l'énergie et l'aide au développement». Le président russe Vladimir Poutine a affirmé vendredi soir, lors d'un discours de clôture, une «détermination commune à lutter contre le néocolonialisme». «Les représentants des Etats africains ont fait preuve de volonté politique, ont démontré leur indépendance et leur réel intérêt à développer la coopération avec notre pays», s'est-il félicité. Un Sommet Afrique-Russie se tiendra désormais tous les trois ans et un «mécanisme de partenariat et de dialogue sera créé pour les questions de sécurité», y compris la lutte contre le terrorisme, la sécurité alimentaire et le changement climatique, ajoute le président russe.



Abderrahmane Mebtoul, professeur agrégé : « L'Algérie est un pays pivot à fort potentiel »

Dans cet entretien, Abderrahmane Mebtoul, professeur agrégé et expert économique, rappelle que l'Algérie est un acteur important pour la stabilité de la Méditerranée et du continent africain et un pays pivot qui peut être un relais entre l'Europe et l'Afrique, entre la Chine et l'Afrique et la Russie. L'économiste aborde également les réformes préconisées pour une relance pérenne et une diversification de l'économie nationale à l'aune des défis géostratégiques. Parmi ces réformes, il insiste sur la refonte du système financier dans toute sa composante, du système socio-éducatif, la mobilisation d'un large

front interne, la lutte contre la corruption et l'informel, le fléau de la bureaucratie ainsi que la tenue de grandes assises économiques.

Plusieurs pays sont confrontés à une récession économique. Qu'en est-il de l'Algérie ?

Les chiffres dressés par le FMI prévoient un taux de croissance pour l'Algérie de l'ordre de 1,7% pour l'année 2023. Fin février, notre réserve de change s'établissait à 64 milliards de dollars avant de passer à 70 milliards fin juin. Le PIB sera légèrement au terme de cet exercice supérieur à 200 milliards selon les données du FMI. La Banque mondiale évalue le taux de chômage chez nous à 15%. En effet, de nombreuses économies à l'échelle mondiale sont en récession et l'Algérie peut, compte tenu de son rang de pays pivot dans son environnement géographique et son fort potentiel, avec une dette extérieure quasiment faible (ne dépassant pas les 3 milliards de dollars), tracer sa voie pour accomplir sa mue économique. Je n'ai absolument pas une vision négative de l'Algérie. Bien au contraire, c'est un acteur important pour la stabilité de la méditerranée et du continent africain. Je le redis, l'Algérie est un pays pivot, il peut être un relais entre l'Europe et l'Afrique, entre la Chine et l'Afrique et la Russie pour ne citer que ces axes géostratégiques.

Quels sont les ressorts et les réformes requis pour réussir la mue économique ?

Le président de la République a fait montre d'une franche volonté pour réussir la transition vers une économie réelle qui ne dépend pas foncièrement des hydrocarbures. Comme je l'ai dit, l'Algérie dispose de fortes potentialités pour relever ce défi, et ce, en donnant notamment corps à des réformes et en érigeant un front interne avec une large participation citoyenne, car les enjeux géostratégiques auxquels nous faisons face nécessitent cette mobilisation accrue et une économie forte. L'Algérie peut s'en sortir économiquement à travers une série de réformes à même de maximiser l'efficacité de la lutte contre la corruption, la bureaucratie et la sphère de l'informelle qui représente quelque 6.200 milliards de dinars en 2022, accroître la bonne gestion et une meilleure gouvernance.

Quels sont les axes prioritaires que vous préconisez ?

Je vous cite un exemple, depuis le début de mandat du président de la République, des réunions Gouvernement-Wali se sont tenues. Je me pose la

question : est-ce que les wilayas ont exécuté les directives du chef de l'Etat et combien d'entreprises ont été créées depuis à leur échelle ? À mon avis, il faut organiser de grandes assises économiques avec un comité permanent de suivi. Il sera attendu des participants à ces assises qui se tiendront sous le patronage du président de la république, d'établir un bilan sans complaisance, sans dénigrement infécond ni avec autosatisfaction. Un bilan réel pour tracer des perspectives à même de booster la relance économique et faire face aux enjeux géostratégiques. Pour consolider notre économie, il faut également un train de réformes tous azimuts. Il s'agit de mettre en place un système de pôles économiques régionaux, dont la vocation naturelle est de consolider l'unité nationale, de refonder le système financier, notamment celui des banques, de la fiscalité, des domaines et du foncier. Aussi, la refonte du système socio-éducatif est une condition sine qua non en ce sens, car les métiers de demain ne sont pas ceux d'aujourd'hui. Il s'agit de mettre en place un système à même de fournir le marché de travail de diplômés et de travailleurs qualifiés dans les domaines en mesure de contribuer à la diversification de notre économie dans le contexte mondial où notamment l'intelligence artificielle, les industries écologiques et les nouvelles technologies sont les domaines à la plus forte valeur ajoutée. Il faut aussi que nous disposions d'un système d'informations performant dont les données sont exhaustives et sur la base d'enquêtes d'une haute fiabilité aux fins de disposer un tableau de bord de statistiques qui concordent on ne peut mieux avec la réalité socioéconomique.



Finance islamique : Convention de partenariat entre le CPA et la société EKICLIK

Une convention de partenariat a été signée, jeudi à Alger, entre le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la société EKICLIK, spécialisée dans la transformation digitale, visant à proposer aux clients, un processus d'acquisition en ligne et un mode de financement conforme aux préceptes de la Charia islamique, indique un communiqué de la banque publique.

Paraphé, du côté du CPA par le chef de division finance islamique, Sofiane Mazari, et le directeur général de la société EKICLIK (Sarl membre du groupe

WISSAL), Abdelkader Benghaffor, ce protocole d'accord s'inscrit dans le cadre de «la contribution active du CPA à la concrétisation de la stratégie des pouvoirs publics relative de digitalisation de l'activité bancaire, levier incontournable de l'amélioration de l'inclusion financière, ainsi que du développement économique », précise la même source.

Cette convention de partenariat vient également «renforcer la stratégie commerciale de la Banque visant la satisfaction de la clientèle par la diversification de ses produits et la simplification d'y accéder, à travers un processus d'acquisition en ligne et un mode de financement conforme aux préceptes de la charia islamique », est-il souligné.

Dans le même ordre d'idée, le CPA détaille que ce partenariat vise l'automatisation des processus d'octroi de financements islamiques sous forme de «Mourabaha à la consommation » permettant ainsi «de réduire les délais de traitement et offrir une qualité de service à la mesure des attentes de la clientèle ».

Ainsi, en accédant en un seul clic au site (<https://cpa-bank.ekiclik.dz/>), le client pourra via cette plateforme sécurisée, disponible 24h/7j, sélectionner divers articles (électroménager électronique, ameublement, véhicule...), faire sa simulation puis accéder au financement en ligne en suivant les différentes étapes décrites dans la plateforme. La même source assure, par ailleurs, qu'en s'inscrivant dans cette dynamique, le CPA pose «un jalon supplémentaire » dans sa démarche de modernisation, affirmant que celle-ci est «déjà consacrée concrètement à travers l'ouverture de 16 espaces de services digitaux en date du 5 juillet 2023, portant ainsi le nombre global de ces espaces à 20 ».

«Cette dynamique confirme également l'ambition et la détermination du Crédit populaire d'Algérie à assurer à sa clientèle des prestations adaptées à leurs besoins, ainsi qu'une volonté certaine à œuvrer de manière permanente à améliorer l'existant », conclut le communiqué.

En raison de la dynamique économique que connaît le pays : La consommation de carburant en hausse

Le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil, a appelé à la « rationalisation de la consommation du carburant afin d'économiser les ressources pétrolières et gazières du pays et les orienter vers les marchés étrangers au profit de l'économie nationale».

«La consommation nationale des produits pétroliers a enregistré une hausse de 6,7%, au cours du premier semestre 2023, atteignant près de 8,69 millions de tonnes, en raison de la dynamique économique que connaît le pays», a indiqué le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures, Rachid Nadil. Le président de l'ARH a fait savoir que la consommation nationale globale des produits pétroliers est passée de 8,14 millions de tonnes au cours des six premiers mois de 2022 à 8,69 millions de tonnes au cours de la même période de l'année en cours, et ce, «en raison de la reprise économique que connaît le pays, dans plusieurs secteurs, notamment les services et l'industrie».

Evoquant ce bilan, le président de l'ARH a souligné que la consommation du diesel a atteint, durant le premier semestre de 2023, une quantité de 4,97 millions de tonnes, soit une augmentation de 4% par rapport à la même période de l'année dernière (4,77 millions de tonnes). Quant à la consommation du gaz de pétrole liquéfié, elle a augmenté de 14%, atteignant 840.000 tonnes au cours des 6 premiers mois de 2023, contre 730.000 tonnes, durant la même période de 2022. Cette augmentation est due aux «efforts déployés par différents intervenants pour promouvoir ce type de carburant écologique, proposé au consommateur à un prix bas (9Da/litre) par rapport aux autres types de carburant», selon le même responsable. En ce qui concerne la consommation de carburant, elle a enregistré une augmentation de 0,4%, atteignant 1,69 million de tonnes, contre 1,60 million de tonnes au cours du premier semestre de 2022. La consommation du carburant d'aviation a atteint 290.000 tonnes au cours de la même période de l'année 2023, contre 180.000 tonnes au cours du deuxième semestre 2022, soit une augmentation de 61%.

Rachid Nadil a attribué cette augmentation «à l'accélération du rythme de croissance du trafic aérien dans le pays, après la pandémie de Covid-19, alors que la consommation de carburant marin s'est élevée à 160.000 tonnes, soit une hausse de 83% par rapport aux 90.000 tonnes enregistrées au premier semestre 2022».

Parallèlement, la consommation de butane et de propane a diminué de 3.9%, à 740.000 tonnes après avoir atteint 770.000 tonnes au cours de la même période en 2022, tandis que la consommation de bitume s'élevait à 250.000 tonnes. Evaluant ce bilan, le président de l'ARH a appelé à la «rationalisation de la consommation du carburant afin d'économiser les ressources pétrolières et gazières du pays et les orienter vers les marchés étrangers au profit de l'économie nationale».

D'autre part, le même responsable a révélé que l'Autorité de régulation des hydrocarbures lancera, dans les prochains jours, «une plateforme destinée aux investisseurs souhaitant obtenir des licences, en vue de réduire la durée d'étude des dossiers et de créer un lien direct entre l'autorité et l'opérateur économique».

النشروني
اخبار وطنية

رقمنة الخدمات البنكية.. هذه تعليمات وزير المالية

حث وزير المالية، لعزیز فايد، مسؤولي البنوك العمومية، على ضرورة مضاعفة الجهود لمواكبة التكنولوجيات المبتكرة، لاسيما المتعلقة برقمنة الخدمات والمنتجات البنكية، حسبما أفاد به بيان للوزارة.

وحسب بيان للوزارة فقد تم توجيه هذه التعليمات خلال اجتماع "رفيع المستوى"، جمع وزير المالية بالمدراء العامين للبنوك العمومية، حيث سمح اللقاء "بالوقوف على تنفيذ قرارات الجمعيات العامة للبنوك العمومية، لاسيما فيما يخص الأنظمة المعلوماتية وتنويع وسائل الدفع الإلكتروني، فضلا عن تنفيذ عقود الأداء".



كما شهد اللقاء حضور المدير العام لبريد الجزائر والمسؤولين الأساسيين للهيئات ما بين البنوك المكلفين بتنفيذ مخطط تطوير الدفع الإلكتروني و تجمع النقد الآلي “جيو مونيستيك”، وشركة النقد الآلي والمعاملات التلقائية بين البنوك “ساتيم”.

وأثناء هذا الاجتماع، يقول البيان، تم معاينة “التقدم الملحوظ” في هذه المجالات الهامة التي تساهم في تعزيز القطاع البنكي وتحسين خدمات الدفع المعروضة على المستعملين.

وفيما يتعلق بأنظمة المعلومات البنكية، “عرض المدراء العامون الجهود التي تبذلها بنوكهم لأجل عصرنة أنظمتها المعلوماتية وتعزيزها”، حسب الوزارة، مشيرة أنه تم أيضا “إدراج استثمارات مهمة لأجل تحسين الفعالية العملية وأمن البيانات، ومنح خدمات بنكية أكثر تطورا عبر الانترنت”.

وفي هذا الصدد، حث وزير المالية الجميع على “ضرورة مضاعفة الجهود لمواكبة التكنولوجيات المبتكرة، لاسيما تلك المتعلقة برقمنة الخدمات و المنتجات البنكية والحفاظ على بنية تحتية تقنية متينة يمكنها تلبية احتياجات القطاع المالي المتزايدة”.

كما شكل هذا الاجتماع فرصة لمناقشة المبادرات الرامية إلى تنويع وسائل الدفع الإلكتروني المتاحة للزبائن، حيث عرض مسؤولو البنوك مشاريع مبتكرة، على غرار تطوير تطبيقات دفع عبر الهاتف وإدماج تكنولوجيات دفع جديدة، تسمح أيضا بتسهيل المعاملات المالية وتقليص مستوى الدفع النقدي.

وفي هذا السياق، أعرب وزير المالية عن دعمه لهذه المبادرات التي تساهم في ترقية الشمول المالي وتحفيز الاقتصاد، مبرزا أنه “من الضروري أن تتحلى البنوك بالقدرة على الانتشار على المستوى الوطني وضمان حضورها على مستوى مواقع التركيز الحضري و كذلك الولايات الجديدة”.

أما فيما يخص تحسين جودة الخدمات البنكية، أكد مسؤولو البنوك العمومية على “التزامهم بتقديم خدمة زبائن من الطراز الأول، وعرض كل واحد منهم التدابير المتخذة لأجل تحسين عملية الاستقبال ومتابعة التكفل بانشغالات الزبائن، من خلال إرساء آليات فعالة تقضي إلى معالجة وحل للمشكلات”.

وفي هذا الإطار، أكد الوزير على “أهمية التواصل الشفاف مع الزبائن وعلى ضرورة التكفل السريع والمرضي بانشغالاتهم”.

كما سلط هذا اللقاء الضوء على تنفيذ عقود الأداء المبرمة بين الإدارة العليا وإطارات كل بنك، “مع إيلاء اهتمام خاص للأهداف الاستراتيجية المسطرة من طرف الجمعيات العامة”.

وفي هذا الصدد، جدد وزير المالية “حرصه على تنفيذ هذه العقود”، مشددا على “أهميتها قصد ضمان تسيير فعال ومسؤول للموارد المالية”، تقول الوزارة.

يمثل وشركاؤه أمام القطب الاقتصادي والمالي يوم 2 أوت

140 مليار تجزّ رجل الأعمال صحراوي إلى القضاء

يمثل رجل الأعمال عبد المالك صحراوي وإخوته، ومدير الديوان السابق للوزارة الأولى، مصطفى رحبال، إلى جانب الرئيس المدير العام السابق للبنك الخارجي الجزائري، إبراهيم. س” ومن معهم، يوم 2 أوت الداخل أمام محكمة القطب الجزائري الاقتصادي والمالي بسبيدي أحمد، عن ملف فساد ثقيل، يتعلق ب”القروض وعقود الامتياز” تحت غطاء تشجيع الاستثمار في الجنوب. وحقق في القضية قاضي التحقيق بالغرفة الثانية لدى القطب الجزائري الاقتصادي والمالي، وبعد استكمال جميع الإجراءات اللازمة والاستماع إلى المتهمين في الموضوع، قام بإحالته يوم 13 جويلية الجاري على قسم الجدولة ليتم برمجة المحاكمة يوم 2 أوت الداخل. ويتضمن ملف الحال، حسب مصادر “الشروق”، وقائع ذات صلة بالقروض والامتياز، حيث تحصل رجل الأعمال صحراوي على قروض بالملايير من البنك الخارجي الجزائري، تقدر بأزيد من 140 مليار سنتيم، من أجل الاستثمار في مجال الزراعة والفلاحة، وبتواطؤ من الرئيس المدير العام السابق للبنك الخارجي الجزائري “إبراهيم.س”، إلا أن التحقيقات كشفت بأن المستثمر لم يقد بتسديدها إلى حد الساعة. كما يتابع رجل الأعمال صحراوي وإخوته عن عقود الامتياز بالجملة التي تحصلوا عليها في إطار سياسة جشع الاستثمار في الجنوب والصحراء، وبالضبط في ولايات أدرار، والمنيعه، إلى جانب معسكر في مجال الفلاحة المتنوعة، على شاكلة الفواكه والقمح، حيث تبين أن المتهم صحراوي وإخوته تحصلوا على هذه العقود بطريقة غير قانونية، بتواطؤ من مدير الديوان السابق للوزارة الأولى مصطفى رحبال، الذي توسط لهذا الأخير من أجل الحصول على القطعة الأرضية بولاية المنيعه، في انتظار ما ستكشف عنه المحاكمة من حقائق خطيرة.

وقد وجهت للمتهمين في ملف الحال، تهم ثقيلة تضمنها قانون مكافحة الفساد والوقاية منه 01 / 06، على غرار تبييض الأموال، تبييد أموال عمومية، منح امتيازات بدون وجه حق، إلى جانب الاستفادة من سلطة وتأثير أعوان الدولة بغرض الحصول على امتيازات غير مبررة بمناسبة إبرام صفقات وعقود مع الدولة وكذا جنحتي المشاركة في تبييد أموال عمومية واستغلال النفوذ وغيرها من التهم. ورغم بداية العطلة القضائية، التي انطلقت رسميا يوم 15 جويلية الجاري، إلا أن القضاة وقضاة التحقيق ونيابة الجمهورية لدى القطب الجزائري الاقتصادي والمالي بسبيدي أحمد، يعملون على قدم وساق ودون توقف طيلة أيام الأسبوع لأجل مواصلة التحقيقات وإحالة الملفات على المحاكمة وكذا تقديم المتهمين المتابعين في ملفات جديدة، على غرار ملف الوزير السابق للعمل تيجاني حسان هدام و5 متهمين آخرين، المتابعين بتهم منح امتيازات غير مبررة عند إبرام عقد بطريقة مخالفة للأحكام التشريعية والتنظيمية، تبييد أموال عمومية، إساءة استغلال الوظيفة عمدا على نحو يخرق القوانين والتنظيمات، إلى جانب الاستفادة من سلطة وتأثير الأعوان وكذا المشاركة في تبييد أموال عمومية. وكذا تقديم الـ25 متهما المتابعين في ملف فساد تسير بلدية البيرين بالجلفة، حيث تم إيداع 13 متهما رهن الحبس المؤقت وإخضاع 9 آخرين لالتزامات الرقابة القضائية، في انتظار إحالات ملفات أخرى على المحاكمة في الأيام القليلة المقبلة.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger